



Le collectif de défense des écoles publiques continue sa lutte contre la base élèves et le maintien du Rased.

Education > Ecoles primaires publiques

# Le combat continue

Les parents du collectif de défense des écoles publiques se mobilisent aux côtés des professeurs pour lutter contre les nouvelles réformes.

Parce que les parents d'élèves craignent de voir la situation de l'enseignement se dégrader, ils ont décidé de se mobiliser pour venir au secours des professeurs des écoles. Et leurs combats menés auprès des services de l'inspection académique se sont révélés en partie fructueux.

Leurs revendications portaient sur le remplacement partiel des directeurs des écoles Félix Bellamy à Mauron et du réseau de Saint-Brieuc-de-Mauron, Concoret et Brignac. Après

une visite à l'inspection académique, les parents d'élèves du collectif de défense des écoles publiques ont obtenu, en partie, gain de cause. Une demi-victoire en somme.

## 94 élèves

Ainsi à Mauron, la directrice de l'école Félix Bellamy, Evelyne Nicol, a obtenu un remplacement pour la journée du mardi afin qu'elle puisse assurer sa décharge administrative. De même, Muriel Alix, institutrice pour les maternelles, embauchée à 80 % a obtenu un remplacement pour la prise en charge des 20 % en petite section.

A contrario, les écoles du réseau qui réunissent près de 94 élèves n'ont pas obtenu gain de cause. Le remplacement souhaité

par Armelle Ridard, directrice de l'école de Brignac, pour sa décharge de coordination du réseau n'a pas été satisfait. Sur ce point les parents restent mobilisés. Pour l'heure les revendications sont restées lettres mortes auprès de l'inspection académique.

## « Flux tendu »

Ainsi en soutien à la directrice de l'école de Brignac, les parents ont décidé de bloquer symboliquement les classes du regroupement pédagogique. « Ce temps de travail, elle le prend sur son temps personnel et c'est inadmissible. » Conscients des réalités économiques, les parents n'en demeurent pas moins critiques. « Le ministère travaille à flux tendu. Ils ont des consi-

gnés de restriction budgétaires. »

## Des parents fâchés

Les revendications ne s'arrêtent pas là. « Il y a aussi les remplacements en cas d'arrêt de travail, le fichier base élève, le Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté. » Autant de sujets qui soulèvent la crainte des parents.

A l'image des Concoretois qui s'interrogent sur l'avenir de la maternelle. « Il n'existe pas de crèche et les assistantes maternelles sont submergées. Si on supprime une classe en maternelle, nous aurons des enfants de 2 à 5 ans à charge. »

Nicolas Pipeller  
et Sandra Rielland